



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

**DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**



**DIRECTION DE LA DETTE ET
PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

BULLETIN STATISTIQUE DE LA DETTE PUBLIQUE

DEUXIÈME TRIMESTRE 2026



JUIN 2026

Chers Partenaires, Investisseurs et Citoyens,

C'est avec une satisfaction renouvelée que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), à travers la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État (DDPE), met à votre disposition la 18^e édition du Bulletin Statistique de la Dette Publique, couvrant la situation du deuxième trimestre 2026 (T2 2026).

Ce rendez-vous trimestriel concrétise l'engagement ferme du Gouvernement de la République Centrafricaine en faveur de la transparence budgétaire et de la redevabilité publique conformément aux directives de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et aux meilleures pratiques internationales.



Message du Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique

Serge OUARASSIO MONKOMSSE

Au cours du deuxième trimestre 2026, la gestion de notre portefeuille de dette a été marquée par plusieurs évolutions clés :

1. Pour faire face aux contraintes de trésorerie et assurer la continuité du financement de l'État, le Trésor Public a levé un montant brut de **36,38 milliards FCFA** sous forme d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA), sur des maturités de 2, 3 et 5 ans.
2. Le service de la dette extérieure et intérieure s'est traduit par des règlements effectifs de **20,50 milliards FCFA** au cours du trimestre, témoignant de la volonté de préserver la signature de la République Centrafricaine.
3. Le portefeuille maintient une maturité moyenne (ATM) globale de **6,20 ans** et une structure intégrale à taux fixe (100 %).

Néanmoins, les tensions sur les arriérés courants (+10,48 Mds FCFA au T2) et le coût des refinancements sur le marché sous-régional nous rappellent l'urgence de poursuivre les réformes structurelles : amélioration de la collecte des recettes fiscales et douanières, respect de la discipline budgétaire et négociation continue de restructurations d'arriérés historiques.

Nous remercions l'ensemble de nos partenaires techniques et financiers ainsi que les acteurs du marché financier régional pour leur confiance renouvelée.

Ce bulletin vous offre une lecture exhaustive, rigoureuse et transparente de nos engagements.

Bonne lecture à tous !

SOMMAIRE

I.	INTRODUCTION ET FAITS MARQUANTS	4
II.	COUVERTURE ET EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE	5
III.	STRUCTURE ET COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE	9
IV.	ACTIVITES DU MARCHE DES TITRES PUBLICS	12
V.	FLUX FINANCIERS : DECAISSEMENT ET SERVICE DE LA DETTE	14
VI.	SITUATION DES ARRIERES.....	17
VII.	COÛT, RISQUE ET PROFIL DE REMBOURSEMENT	19
VIII.	PASSIFS CONDITIONNELS ET DETTES CROISÉES	23
IX.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	25
X.	NOTES METHODOLOGIQUES.....	26
XI.	SIGLES ET ABBREVIATIONS	27
XII.	GLOSSAIRE	28
XIII.	COORDONNEES ET CONTACT	29

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indicateurs de bord de la dette publique – T2 2026.....	5
Tableau 2 : Évolution de l'Encours à fin mars vs juin 2026	6
Tableau 3 : Évolution du Stock	7
Tableau 4 : Décomposition de la variation du stock de dette à fin juin 2026	8
Tableau 5 : Décomposition de la dette extérieure à fin juin 2026	9
Tableau 6 : Décomposition de la dette intérieure à fin juin 2026	10
Tableau 7 : Répartition par devise à fin juin 2026	11
Tableau 8: Situation des émissions de Titres Publics T2 (2026)	12
Tableau 9 : Répartition de l'encours par détenteurs des Titres Publics	13
Tableau 10 : Décaissements par créancier	14
Tableau 11 : Evolution du service prévisionnel de la dette entre T1 et T2	15
Tableau 12: Evolution des règlements effectifs de la dette entre T1 et T2	15
Tableau 13: Répartition des arriérés extérieurs	17
Tableau 14: Répartition des arriérés intérieurs	18
Tableau 15 : Évolution des arriérés entre 1 ^{er} et 2 ^{ème} Trimestre 2026.....	18
Tableau 16 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique	19
Tableau 17 : Situation globale Entreprises Publiques	23
Tableau 18 : Situation de la dette de la Mairie de Bangui	23
Tableau 19 : Dettes Entreprises Publiques vers Organismes Sociaux.....	24

LISTE DES FIGURES ET GRAPHIQUES

Figure 1: Evolution des encours entre T1 et T2 2026	6
Figure 2 : Évolution du stock entre T1 et T2 2026	7
Figure 3 : Variation du stock de la dette.....	8
Figure 4 : Répartition de la dette extérieure par créanciers	9
Figure 5 : Répartition de la dette intérieure par créanciers	10
Figure 6 : Composition du portefeuille de la dette publique par devise à fin juin 2026	11
Figure 7 : Évolution des levées de fonds du Marché des Titres Publics à fin juin 2026.....	12
Figure 8 : Part des détenteurs des Titres Publics de la RCA	13
Figure 9 : Évolution des décaissements par créanciers.....	14
Figure 10: Evolution du taux d'exécution du service entre T1 et T2 2026	16
Figure 11 : Indicateurs de la dette extérieure selon divers scenarios 2026-2036	16
Figure 12 : Indicateurs de viabilité de la dette publique de la RCA à fin juin 2026	17
Figure 13 : Evolution des arriérés cumulés entre T1 et T2 2026.....	18
Figure 14 : Répartition des arriérés par nature (fin juin 2026).....	19
Figure 15 : Les indicateurs ATM,	20
Figure 16 : Projection du service de la dette publique de 2026 à 2045 (en Mds FCFA)	20
Figure 17 : Projection en principal et intérêts de la dette publique de 2026 à 2045.....	21
Figure 18 : Projection de la dette multilatérale de 2026 à 2045	21
Figure 19 : Projection de la dette bilatérale de 2026 à 2045.....	21
Figure 20 : Projection de la dette du marché de 2026 à 2032.....	22
Figure 21 : Profil mensuel : Principal et Intérêts (Mds FCFA).....	22
Figure 22 : Profil de remboursement mensuel des Titres Publics	22
Figure 23 : Situation de la dette de la Mairie de Bangui par créancier	23
Figure 24 : Situation des dettes croisées.....	24

I. INTRODUCTION ET FAITS MARQUANTS

Le présent bulletin statistique de la dette publique, relatif aux données du deuxième trimestre 2026, s'inscrit dans la dynamique de redevabilité et de transparence budgétaire de l'État. Il dresse une analyse détaillée de l'évolution du stock, de l'encours, de la structure du portefeuille, du service prévisionnel, des règlements effectifs, ainsi que des indicateurs de coûts, de risques et de viabilité de la dette publique de la République Centrafricaine.

Élaboré conformément aux standards internationaux en matière de production et de diffusion des statistiques de la dette, ce bulletin couvre principalement la dette de l'Administration centrale comprenant les emprunts extérieurs et intérieurs ainsi que les titres publics émis sur le marché sous-régional.

Les dettes des entreprises publiques et établissements publics, ainsi que celles des collectivités territoriales décentralisées, notamment de la Mairie de Bangui, sont présentées séparément au titre des passifs conditionnels et ne sont pas additionnées à la dette directe de l'Administration centrale.

Aucune nouvelle garantie n'a été accordée au cours du deuxième trimestre 2026.

La dette publique est définie, dans le présent bulletin, comme l'ensemble des engagements financiers de l'Administration centrale donnant lieu au paiement futur du principal et/ou des intérêts envers des créanciers résidents et non-résidents.

A fin juin 2026, l'encours de la dette publique (hors arriérés) s'établit à **963,61 milliards de FCFA**. En intégrant les arriérés cumulés (**172,91 milliards de FCFA**), le stock total de la dette publique ressort à **1 136,53 milliards de FCFA**, marquant une hausse par rapport à fin mars 2026 (**1 112,15 milliards de FCFA**). Cette progression est principalement portée par la dynamique du marché intérieur des Titres Publics (BTA et OTA).

Rapporté au Produit Intérieur Brut (PIB évalué à **1 857 milliards de FCFA** par le MEPCI), le stock de la dette représente un taux d'endettement de 61,20 %, demeurant ainsi sous le seuil communautaire de la CEMAC fixé à 70 %.

Le stock de la dette (Encours + Arriérés) intérieure s'élève à **620,71 milliards de FCFA** (soit 54,61 % du stock total), tandis que le stock de la dette extérieure s'établit à **515,82 milliards de FCFA** (soit 45,38 %).

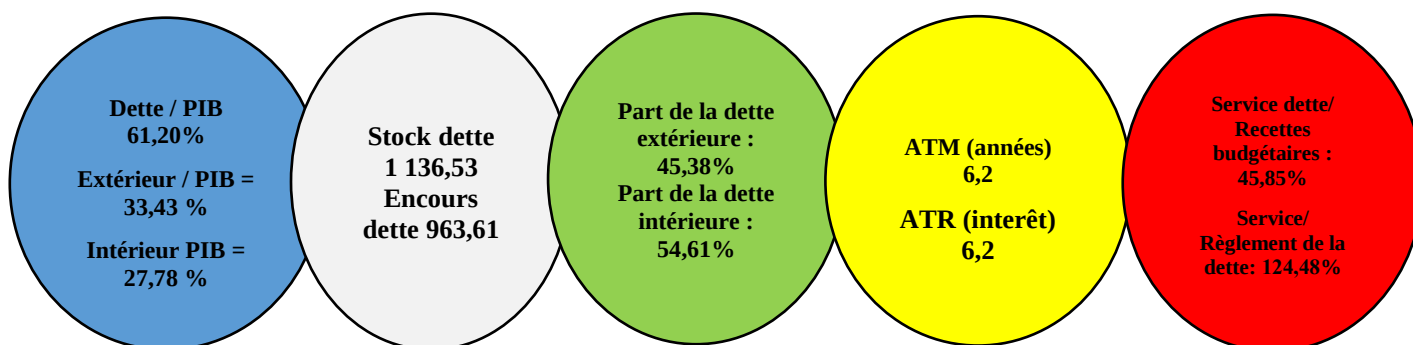
Au cours du deuxième trimestre 2026, le service prévisionnel de la dette représente **45,85 %** des recettes budgétaires mobilisées sur la période (établies à 55,65 milliards de FCFA). Le montant total des règlements effectifs s'est chiffré à 20,50 milliards de FCFA (dont **9,07 milliards** au titre de la dette extérieure et **11,43 milliards** pour la dette intérieure). Malgré ces efforts, l'accumulation de nouveaux arriérés courants s'est poursuivie à hauteur de **10,49 milliards de FCFA**.

Le coût moyen du portefeuille de la dette publique demeure modéré à 1,6 %. Le portefeuille présente un profil entièrement à taux fixe, limitant le risque direct de refixation. En revanche, la durée moyenne de vie globale (ATM) de 6,2 ans (7,9 ans pour l'extérieur contre 5,4 ans pour l'intérieur) met en évidence un risque de refinancement élevé sur le marché domestique en raison de la maturité courte des titres émis.

I.1. FAITS MARQUANTS DU 2^e TRIMESTRE 2026

- Séminaire de formation sur Analyse du marché des Titres Publics organisé par AFRICTAC Centre du 15 au 19 juin 2026 ;
- Séminaire de formation sur l'Analyse de la Viabilité de la Dette organisé par le Cabinet GSA sur financement de ALSF du 28 juin au 02 juillet 2026 ;
- Signature de la Convention d'exemption de dette de la Chine pour un montant de Quatre Milliards huit- cent soixante- six millions six- cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cent trente-deux francs **(4 866 698 532) FCFA** ;
- Dernière notation disponible de la RCA en Monnaie locale réalisée par l'Agence de notation Bloomfield Investment Corporation de notation pour la période 2023-2024
 - **Court terme : « B » (Note spéculative), assortie d'une perspective stable.**
 - **Long terme : « BB+ » (Note spéculative), assortie d'une perspective stable.**

I.2. CHIFFRES CLÉS DE LA DETTE PUBLIQUE



II. COUVERTURE ET EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE

II.1. Evolution de l'encours de la dette

Tableau 1 : Indicateurs de bord de la dette publique – T2 2026

Indicateur	T2 2026	T1 2026	Évolution
Stock total	1 136,53	1 112,15	2,19%
Encours	963,61	946,92	1,76%
Arriérés	172,91	165,22	4,65%
Dette extérieure	515,82	512,57	0,63%
Dette intérieure	620,71	599,58	3,52%
Dette/PIB	61,20%	59,90%	+1,30 pt
ATM	6,2 ans	5,5 ans	+0,7 an
Titres émis	36,38	41,98	
Décaissements	1,07	0	—
Règlements	20,5	21,28	-3,66%

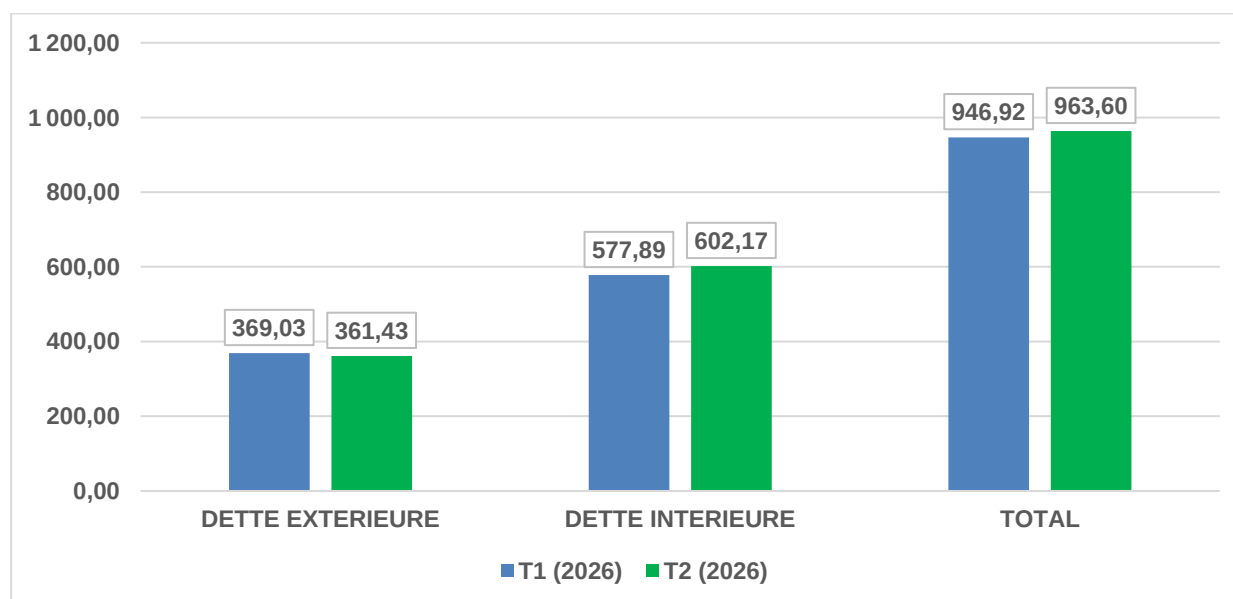
Tableau 2 : Évolution de l'Encours à fin mars vs juin 2026

en milliards de FCFA

Libellé	Encours à fin mars	Part (%)	Encours à fin juin	Part (%)
ENCOURS EXTÉRIEUR	369,03	38,97%	361,43	37,51%
Bilatéraux	98,67	10,42%	91,53	9,50%
Multilatéraux	270,36	28,55 %.	269,9	28,01%
ENCOURS INTÉRIEUR	577,89	60,03%	602,17	62,49%
Dette du marché (BTA/OTA)	405,15	42,79%	437,23	45,37%
Autre dette intérieure	172,74	18,24%	164,94	17,12%
TOTAL ENCOURS	946,92	100%	963,60	100%

Source : DDPE

Figure 1: Evolution des encours entre T1 et T2 2026



Source : DDPE

Encadré 1 : L'encours de la dette publique est passé de **946,92 milliards FCFA** au premier trimestre à **963,61 milliards de FCFA** au deuxième trimestre 2026, soit une augmentation de **1,76%**. Cette croissance est sous l'effet du décaissement d'un montant de **1,07 milliards de FCFA** du Fonds Saoudien pour le Développement et l'accumulation des arriérés courants d'un montant de **10,49 milliards de FCFA**.

II.2. Evolution du stock de la dette

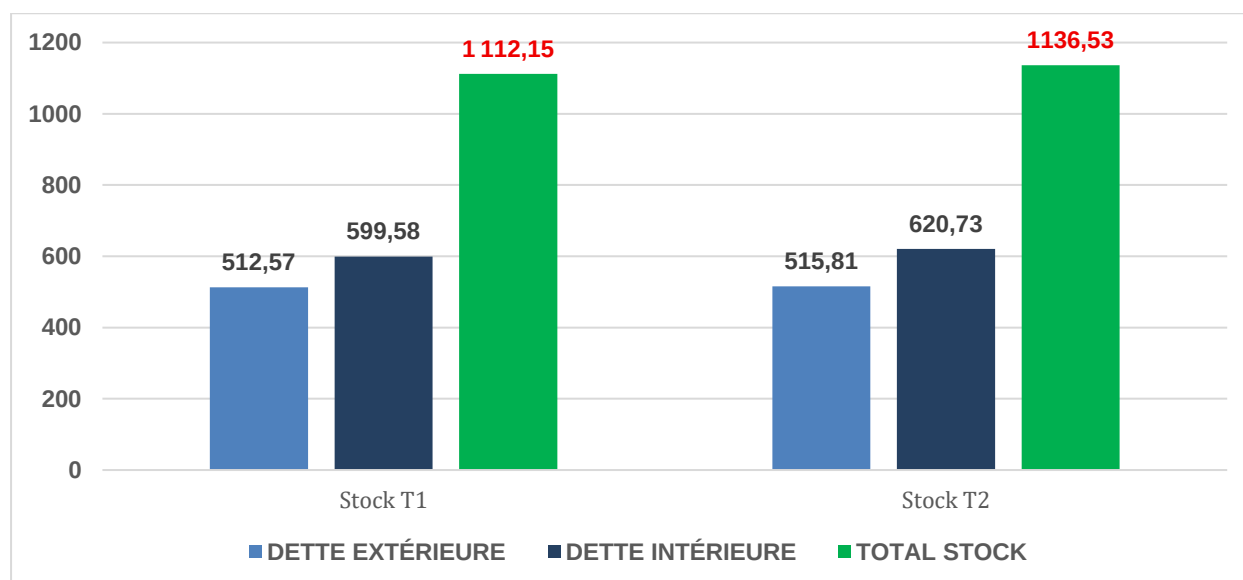
Tableau 3 : Évolution du Stock

En milliards de FCFA

Libellé	Stock T1	Part (%)	Stock T2	Part (%)
DETTE EXTÉRIEURE	512,57	46,09%	515,81	45,39%
Bilatéraux (<i>Encours + Arriérés</i>)	236,45	21,26%	239,45	21,07%
— Multilatéraux (<i>Encours + Arriérés</i>)	276,21	24,83%	276,36	24,32%
DETTE INTÉRIEURE	599,57	53,91%	620,71	54,61%
— Dette du marché (BTA/OTA)	405,15	36,43%	437,23	38,47%
— Autre dette intérieure	177,38	15,95%	166,44	14,64%
— Arriérés intérieurs	17,04	1,53%	17,04	1,50%
TOTAL STOCK	1 112,15	100,00%	1136,53	100%

Source : DDPE

Figure 2 : Évolution du stock entre T1 et T2 2026



Source : DDPE

Encadré 2 : Le stock total de la dette (encours de la dette + les arriérés) estimé est passé de **1 112,15 milliards FCFA** au 1^{er} trimestre à **1 136,53 milliards FCFA** au deuxième trimestre en 2026. La dette extérieure représente (**515,82** soit **45,38%**) ainsi que par la dette intérieure (**620,71 milliards FCFA**, soit **54,62%** du stock total).

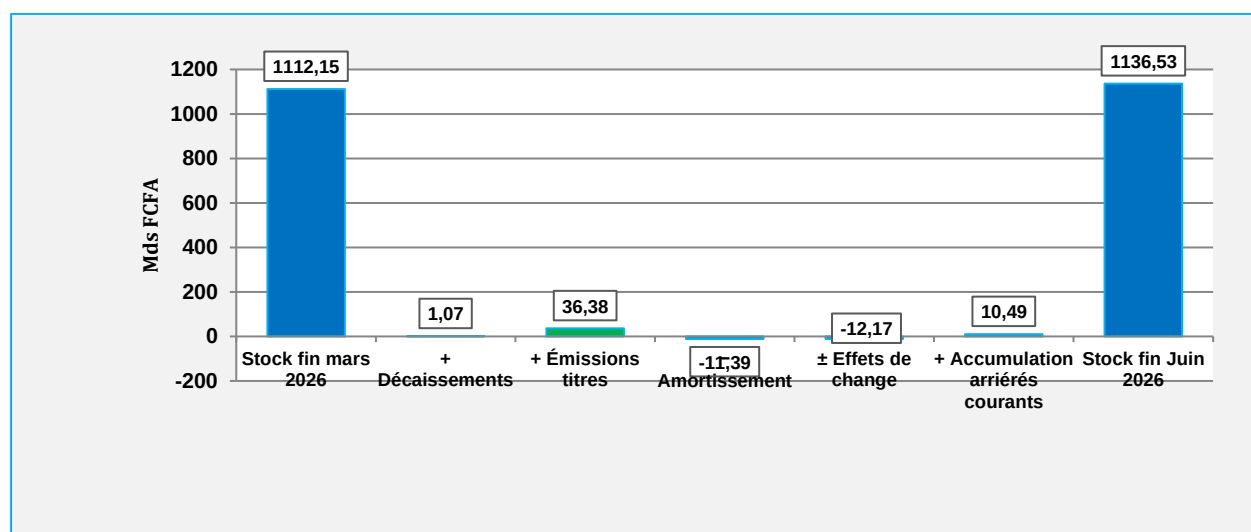
II.3. Variation du stock de la dette

Tableau 4 : Décomposition de la variation du stock de dette à fin juin 2026

Flux de dette	Mds FCFA
Stock fin mars 2026	1112,15
+ Décaissements sur emprunt	1,07
+ Émissions des Titres Publics	36,38
- Amortissement	-11,39
± Effets de change	-12,17
+ Accumulation des arriérés courants	10,49
Stock fin juin 2026	1136,53

Source: DDPE

Figure 3 : Variation du stock de la dette



Source: DDPE

Encadré 3: Le graphique présente une progression du stock de la dette publique entre fin mars 2026 et fin juin 2026, celui-ci passant de **1 112,15 milliards FCFA** à **1 136,53 milliards FCFA**, soit une augmentation nette de **24,38 milliards FCFA**. Cette évolution résulte principalement des **émissions de Titres Publics** qui ont mobilisé **36,38 milliards FCFA**.

Toutefois, cette hausse a été partiellement atténuée par les **remboursements du principal** de **11,39 milliards FCFA** ainsi que par les **effets favorables de change** évalués à **12,17 milliards FCFA**, qui ont contribué à réduire le stock de la dette. Par ailleurs, l'**accumulation d'arriérés courants** de **10,49 milliards FCFA** a exercé une pression haussière supplémentaire sur l'encours.

Dans l'ensemble, la dynamique observée traduit une gestion de la dette marquée par un recours au marché des titres publics pour couvrir les besoins de financement de l'Etat, tandis que les opérations de remboursement et les variations de change ont permis de contenir partiellement la progression du stock.

III. STRUCTURE ET COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE

III.1. Dette extérieure

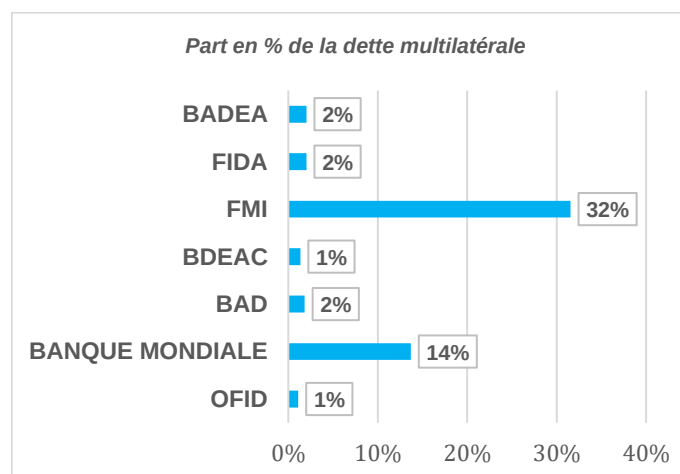
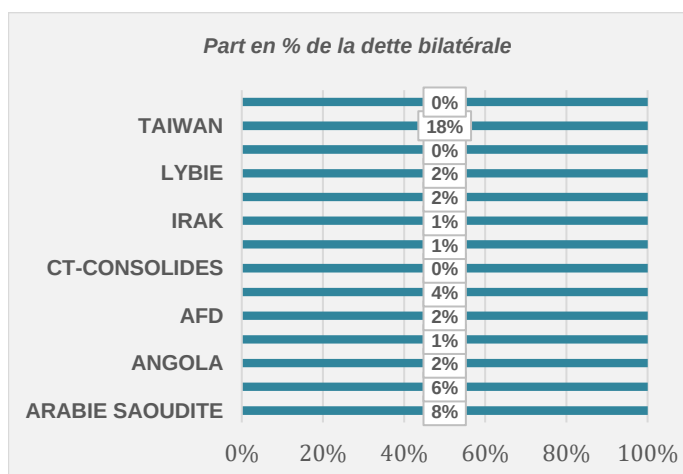
Tableau 5 : Décomposition de la dette extérieure à fin juin 2026

en milliards de FCFA

STOCK	Montant Stock à fin Juin 2026	% T2
Bilatéraux	239,42	46%
ARABIE SAOUDITE	41,31	8%
INDE	30,77	6%
ANGOLA	12,14	2%
CHINE	3,56	1%
AFD	9,83	2%
ARGENTINE	19	4%
CT-CONSOLIDES	0,43	0%
GUINEE EQUATORIALE	3,58	1%
IRAK	2,66	1%
KOWEIT	11,41	2%
LYBIE	8,11	2%
SERBIE	0,55	0%
TAIWAN	95,01	18%
UAPT	1,06	0%
Multilatéraux	276,38	54%
OFID	5,71	1%
BANQUE MONDIALE	70,63	14%
BAD	9,42	2%
BDEAC	6,93	1%
FMI	162,76	32%
FIDA	10,46	2%
BADEA	10,47	2%
TOTAL DETTE EXTERIEURE	515,8	100%

Source : DDPE

Figure 4 : Répartition de la dette extérieure par créanciers



Encadré 4 : À fin du mois de Juin, la dette extérieure de la RCA demeure concentrée autour de quelques principaux créanciers. Taïwan représente 39,72 % de la dette bilatérale et 18,42 % de la dette extérieure totale, suivi de l'Arabie Saoudite (8 %) et de l'Inde (6 %) de la dette extérieure. S'agissant de la dette multilatérale, le FMI constitue le principal créancier avec 32 % de l'encours, devant la Banque mondiale (14 %). Cette structure met en évidence une concentration du portefeuille de dette extérieure autour de quelques partenaires majeurs, qui appelle un suivi régulier des risques associés à la composition du portefeuille.

III.2. Dette intérieure

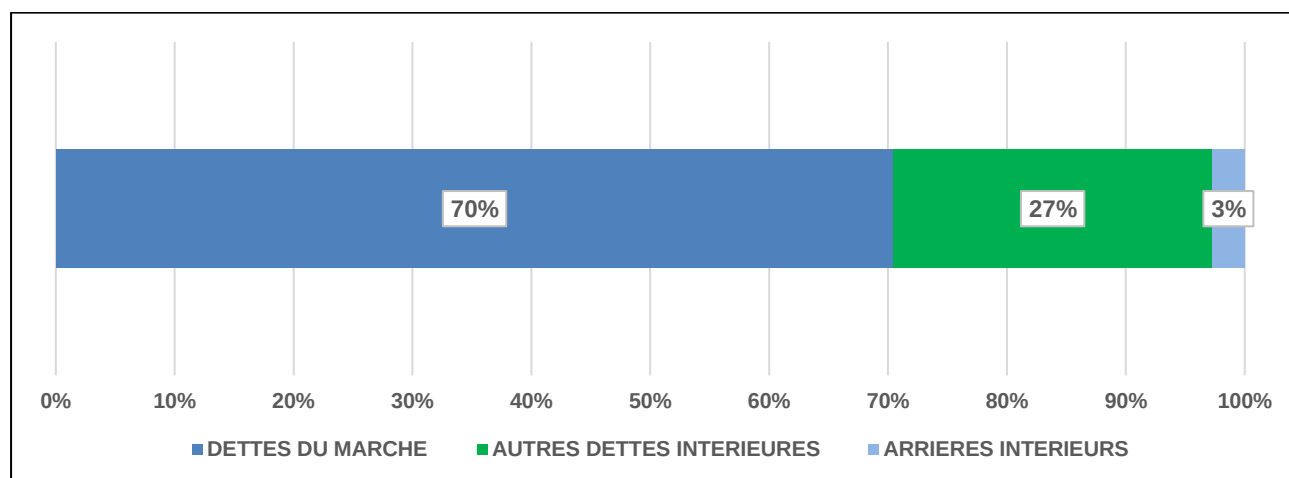
Tableau 6 : Décomposition de la dette intérieure à fin juin 2026

STOCK	Montant Stock à fin Juin 2026	% T2
DETTES DU MARCHÉ	437,24	70%
AUTRES DETTES INTERIEURES	166,44	27%
ARRIERES INTERIEURS	17,05	3%
TOTAL DETTE INTERIEURE	620,73	100%

Source : DDPE

en milliards de FCFA

Figure 5 : Répartition de la dette intérieure par créanciers



Source : DDPE

Encadré 5 : À fin du 2^e trimestre, la structure de la dette intérieure de la RCA est largement dominée par les dettes contractées sur le marché des titres publics, qui représentent 70 % de l'encours total. Les autres dettes intérieures s'établissent à 27 %, tandis que les arriérés intérieurs ne représentent que 3 %. Cette configuration confirme le rôle prépondérant du marché intérieur dans le financement de l'État et souligne l'importance d'un suivi rigoureux des conditions de financement, des échéances et des risques associés à cette composante de la dette

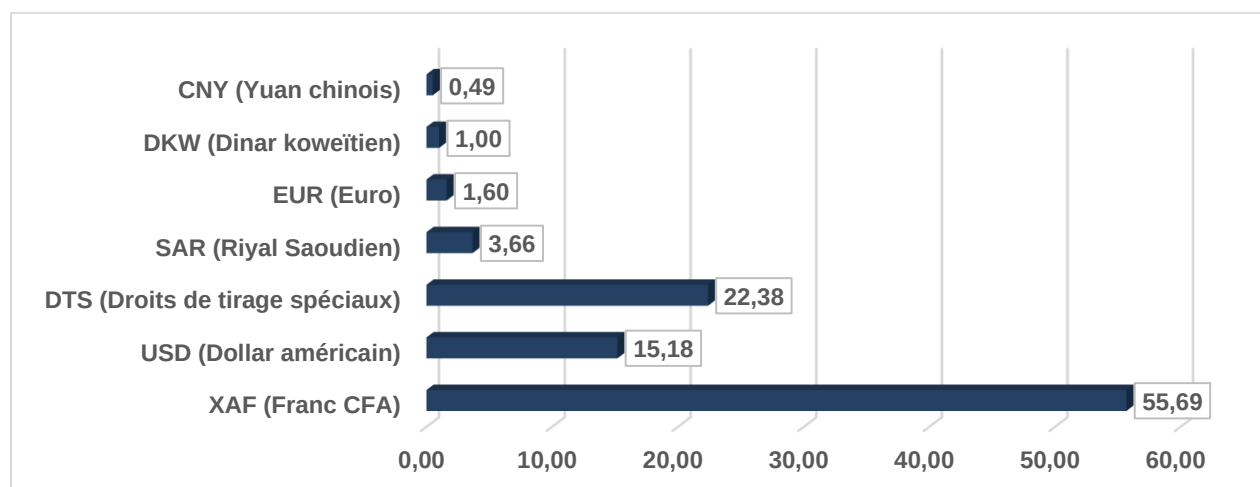
III.2. Répartition par devise

Tableau 7 : Répartition par devise à fin juin 2026

Devise	Part (%)
XAF (Franc CFA)	55,69
USD (Dollar américain)	15,18
DTS (Droits de tirage spéciaux)	22,38
SAR (Riyal Saoudien)	3,66
EUR (Euro)	1,6
DKW (Dinar koweïtien)	1
CNY (Yuan chinois)	0,49
TOTAL	100,00

Source : DDPE

Figure 6 : Composition du portefeuille de la dette publique par devise à fin juin 2026



Source : DDPE

Encadré 6 : La composition par devise du portefeuille de la dette publique détermine le niveau d'exposition de l'État aux fluctuations des taux de change.

La dette libellée en francs CFA représente 55,69 % du portefeuille, tandis que 44,31 % est libellée en devises étrangères. L'exposition aux devises concerne principalement le DTS (**22,38 %**) et le Dollar américain (**15,18 %**). La parité fixe entre le Franc CFA et l'Euro (**1,60 %** du portefeuille) élimine également tout risque de change sur cette devise.

IV. ACTIVITES DU MARCHE DES TITRES PUBLICS

IV.1. Emission du 2^e trimestre 2026

Tableau 8: Situation des émissions de Titres Publics T2 (2026)

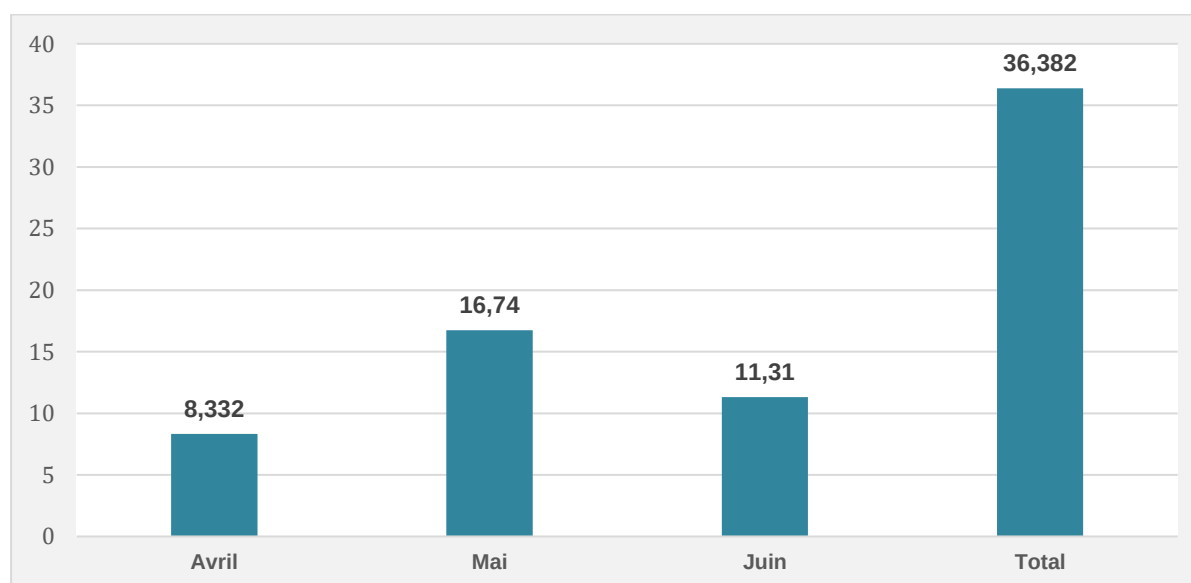
en milliards de FCFA

Mois	Instrument	Maturité	Technique	Taux de Coupon (%)	Prix Moyen (%)	Taux de Souscription (%)	Montant Levé	Montant décote	Montant servi
Avril	OTA	2 ans	Adjudication	6,25%	92	91.91%	2,75	0,22	2,54
Juin	OTA	2 ans	Adjudication	6,25%	92	60.21%	4,41	0.35	3,48
Avril	OTA	3 ans	Adjudication	6,50%	91	45.83%	5,50	0,49	5,01
Mai	OTA	3 ans	Adjudication Abondement	6,50%	91.5	83.07%	7,03	0,63	6,40
Juin	OTA	3 ans	Adjudication	6,50%	91	38.17%	3,70	0,33	3,37
Avril	OTA	4 ans	Adjudication	6,75%	90	0.20%	0,082	0,0012	0,07
Mai	OTA	5 ans	Adjudication	7,00%	89	77.71%	9,71	1,07	8,64
Juin	OTA	5 ans	Adjudication	7,00%	89	32.11%	3,20	0,35	2,84
TOTAL							36,38	3,44	32,35

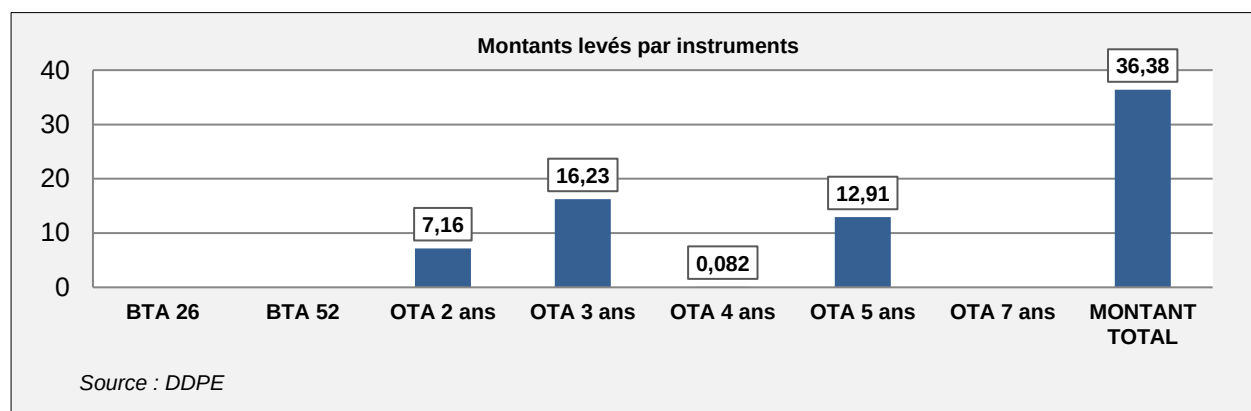
Source : DDPE

IV.2. Structure des émissions

Figure 7 : Évolution des levées de fonds du Marché des Titres Publics à fin juin 2026



Source : DDPE



Encadré 7 : Le graphique présente une mobilisation de **36,38 milliards FCFA** sur le marché des Titres Publics au cours du deuxième trimestre 2026, avec une répartition inégale des levées entre les différents mois. Les émissions du trimestre montrent une forte concentration sur le mois de mai (**16,74 milliards FCFA**, soit **46,02 %** du total). L'État a principalement émis des OTA de 2, 3, 4 et 5 ans, avec des taux de coupon compris entre **6,25 %** et **7 %**. Les montants effectivement levés ont été principalement concentrés sur les maturités de 3 ans et de 5 ans. Aucune émission de BTA au deuxième trimestre 2026 n'a été réalisée.

IV.3. Structure des détenteurs

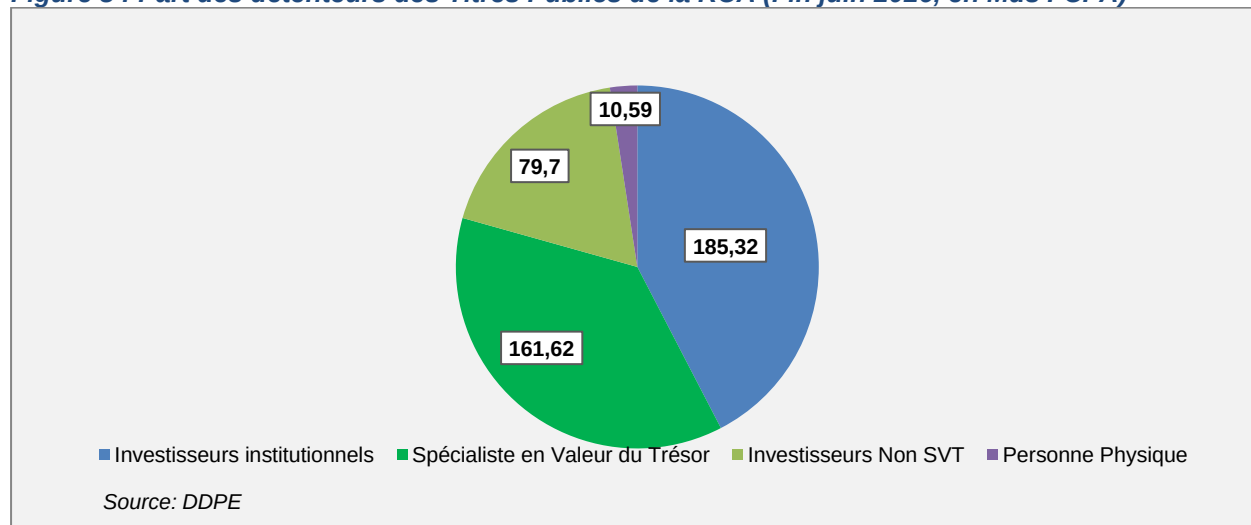
Tableau 9 : Répartition de l'encours par détenteurs des Titres Publics

en milliards de FCFA

Catégorie	Encours détenteurs des Titres	Part
Investisseurs institutionnels	185,32	43%
Spécialiste en Valeur du Trésor	161,62	37%
Les Banques Non SVT	79,7	18%
Personne Physique	10,59	2%
Total	437,23	100%

Source : DDPE

Figure 8 : Part des détenteurs des Titres Publics de la RCA (Fin juin 2026, en Mds FCFA)



Source : DDPE

Encadré 8 : La part des détenteurs des Titres Publics au deuxième trimestre est caractérisée par la prédominance des investisseurs institutionnels (caisses de retraite, compagnies d'assurance, fonds de pension) estimée à **43%**, des banques (SVT) qui détiennent ensemble plus de **37 %** du portefeuille de titres publics et les Banques Non SVT détiennent **18%**. La part des personnes physiques reste marginale à **2 %**.

V. FLUX FINANCIERS : DECAISSEMENT ET SERVICE DE LA DETTE

V.1. Tirage et décaissement sur emprunts

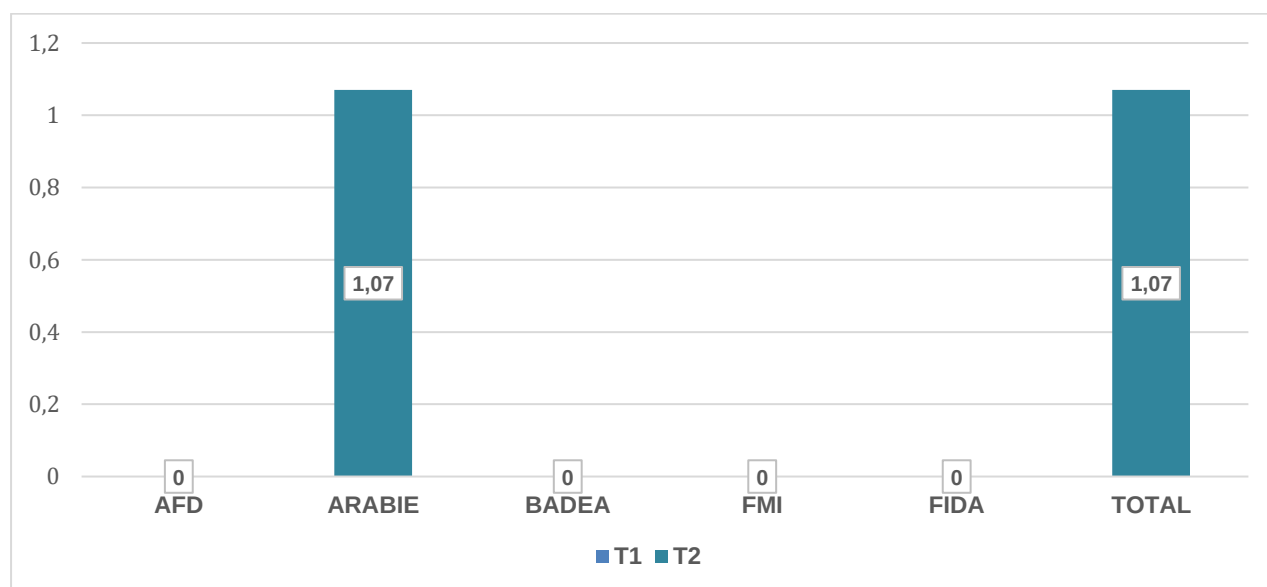
Tableau 10 : Décaissements par créancier

en milliards de FCFA

Créanciers / Mois	T1 2026	T2 2026
AFD	0,00	0,00
Fonds Saoudien pour le Développement (FSD) / ARABIE S	0,00	1,07
BADEA	0,00	0,00
FMI	0,00	0,00
FIDA	0,00	0,00
TOTAL T2 2026	0,00	1,07

Source : DDPE

Figure 9 : Évolution des décaissements par créanciers



Source : DDPE

Encadré 9: Au cours du deuxième trimestre 2026, seul le créancier Fonds Saoudien pour le Développement (FSD) a décaissé un montant de **1,07 milliards FCFA** contrairement au premier trimestre où il n'y a pas eu de décaissement sur les emprunts extérieurs auprès des principaux partenaires au développement (AFD, FSD, BADEA, FMI).

V.2. Service prévisionnel de la dette

Tableau 11 : Evolution du service prévisionnel de la dette entre T1 et T2

en milliards de FCFA

Libellé	T1	T2
DETTE EXTÉRIEURE	8,35	12,3
Bilatérale - Principal	1,61	1,43
Bilatérale - Intérêts	0,25	0,24
Multilatérale - Principal	5,72	9,44
Multilatérale - Intérêts	0,77	1,19
DETTE INTÉRIEURE	15,05	13,22
Principal	12,87	5,52
Intérêts	2,18	7,7
TOTAL SERVICE PRÉVISIONNEL	23,40	25,52
Principal	20,2	16,39
Intérêts	3,2	9,13

Source : DDPE

V.3. Règlements effectifs

Tableau 12: Evolution des règlements effectifs de la dette entre T1 et T2

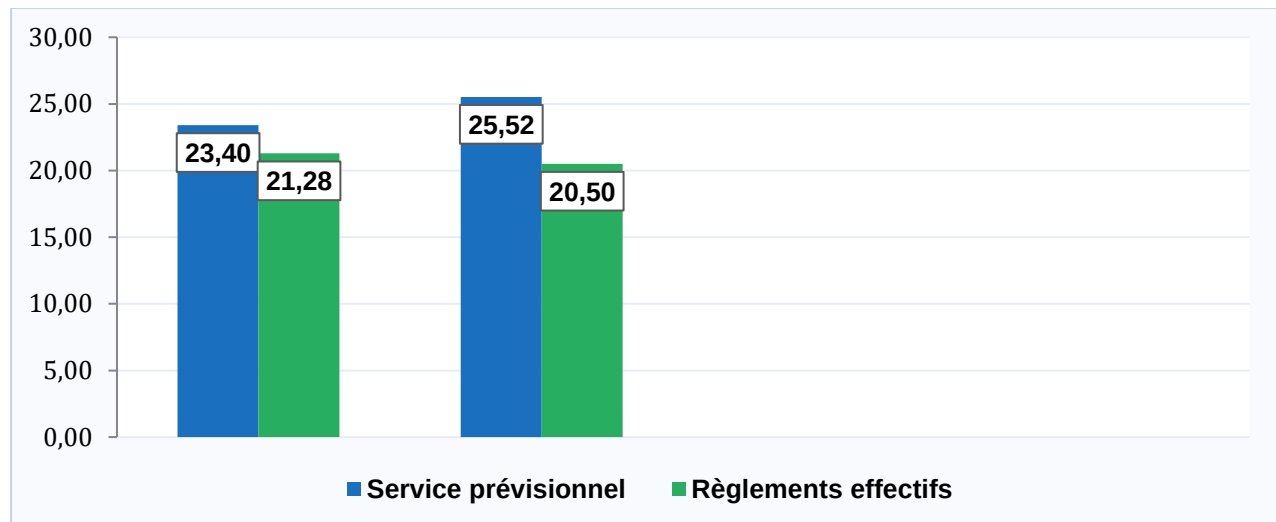
en milliards de FCFA

LIBELLÉ	T1	T2
DETTE EXTÉRIEURE	6,56	9,07
Bilatérale -Principal	0,2	0
Bilatérale - Intérêts	0,02	0,04
Multilatérale -Principal	5,47	7,7
Multilatérale -Intérêts	0,87	1,33
DETTE INTÉRIEURE	14,72	11,43
Principal	12,56	4,26
Intérêts	2,16	7,17
TOTAL RÈGLEMENTS EFFECTIFS	21,28	20,50

Source : DDPE

V.4. Taux d'exécution du service

Figure 10: Evolution du taux d'exécution du service entre T1 et T2 2026



Source : DDPE

Encadré 10 : Au cours du deuxième trimestre 2026, l'État a réglé effectivement **20,50 milliards FCFA** sur un service prévisionnel de **25,52 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution global de **80,32%**. La dette extérieure a été réglée à hauteur de **9,07 milliards FCFA** contre **11,43 milliards FCFA** prévus. Ce taux d'exécution de la dette extérieure a contribué à l'accumulation d'arriérés extérieurs courants et pourrait affecter les relations avec certains partenaires financiers en l'absence d'un plan d'apurement progressif.

En revanche, la dette intérieure a été honorée à hauteur de **86,45%** (**11,43 milliards FCFA** réglés sur **13,22 milliards FCFA** prévus), principalement pour préserver la crédibilité de la signature de l'État sur le marché régional des Titres Publics.

V.5. Pression du service sur les recettes

Figure 11 : Indicateurs de la dette extérieure selon divers scénarios 2026-2036

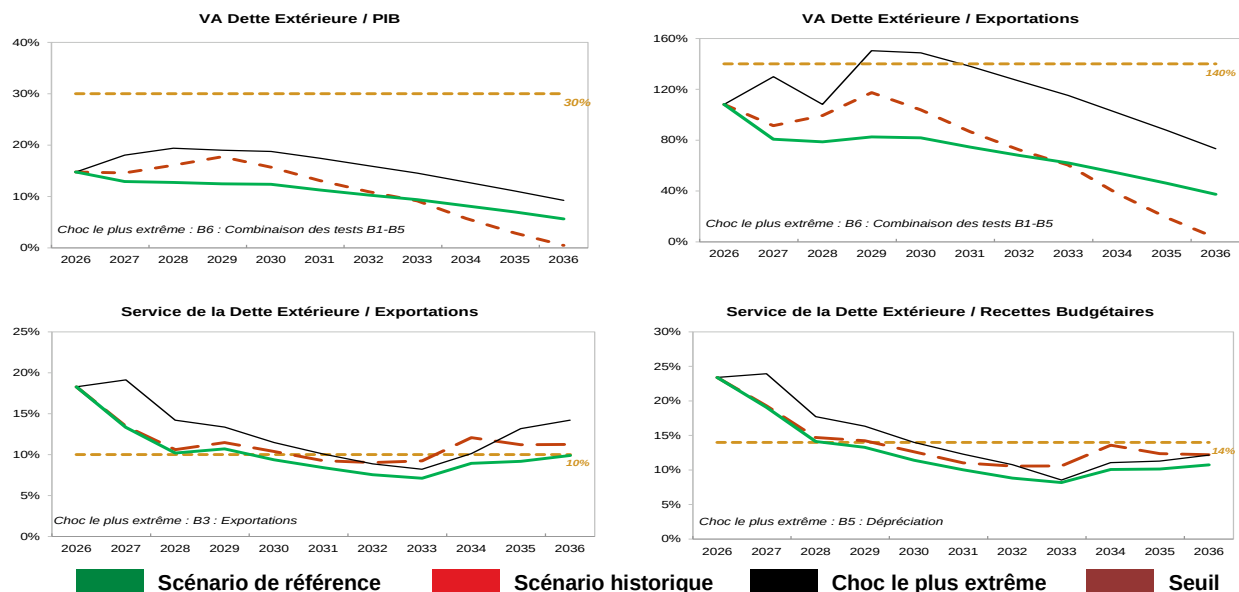
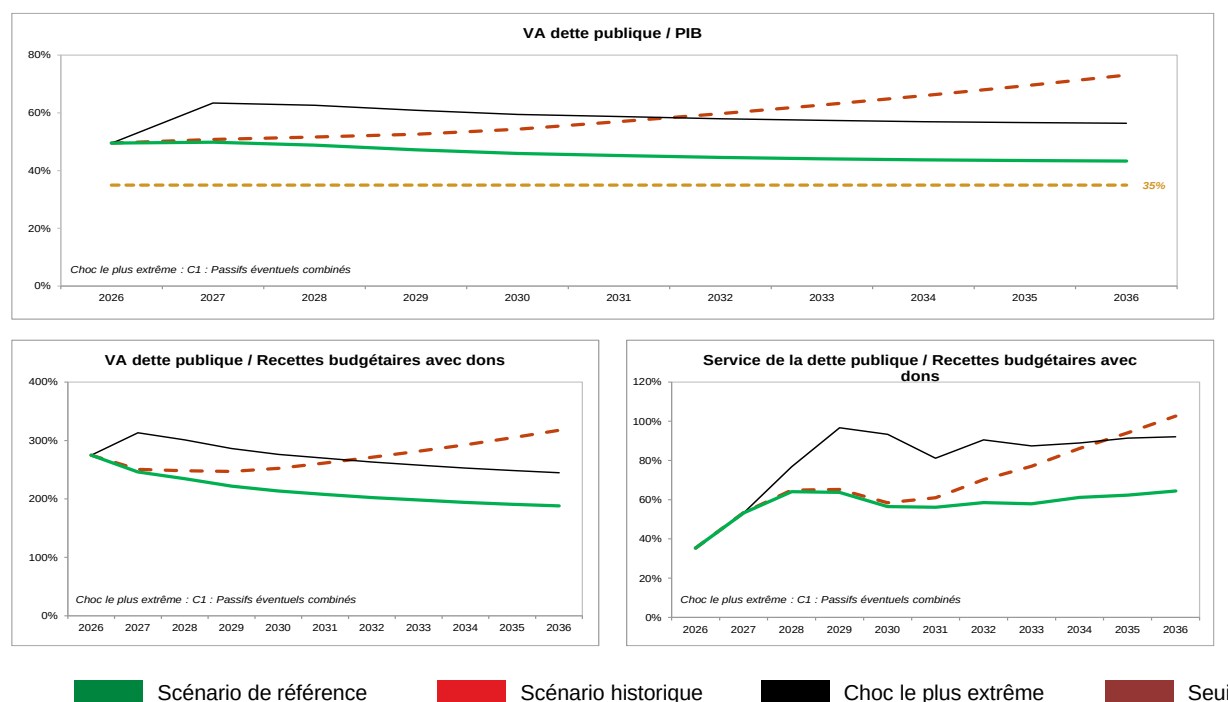


Figure 12 : Indicateurs de viabilité de la dette publique de la RCA à fin juin 2026



Source : DDPE

Encadré 11 : La trajectoire de la dette demeure soutenable dans le scénario de référence, mais le risque de surendettement reste élevé en raison des dépassements de seuils observés sur certains indicateurs de liquidité et de solvabilité observés sur les premières années de projection, notamment sur les ratios de liquidité (service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires). Par ailleurs, le ratio de valeur actuelle de la dette publique rapportée au PIB, excède le seuil de référence sur l'ensemble de l'horizon de projection.

VI. SITUATION DES ARRIERES

VI.1. Arriérés extérieurs

Tableau 13: Répartition des arriérés extérieurs

en milliards de FCFA

ARRIERES	MONTANT	%
Arriérés extérieurs courants		
Extérieur	10,49	6,80%
<i>Principal</i>	7,71	73,50%
<i>Intérêts</i>	2,78	26,50%
Arriérés extérieurs de longue date		
Extérieur	143,88	93,20%
<i>Principal</i>	74,33	51,66%
<i>Intérêts</i>	69,55	48,34%
TOTAL	154,37	100,00%

Source : DDPE

VI.2. Arriérés intérieurs

Tableau 14: Répartition des arriérés intérieurs

en milliards de FCFA

ARRIERES	MONTANT	%
Intérieur	18,53	100%
<i>Principal</i>	18,01	97%
<i>Intérêts</i>	0,52	3%

Source : DDPE

VI.3. Évolution des arriérés

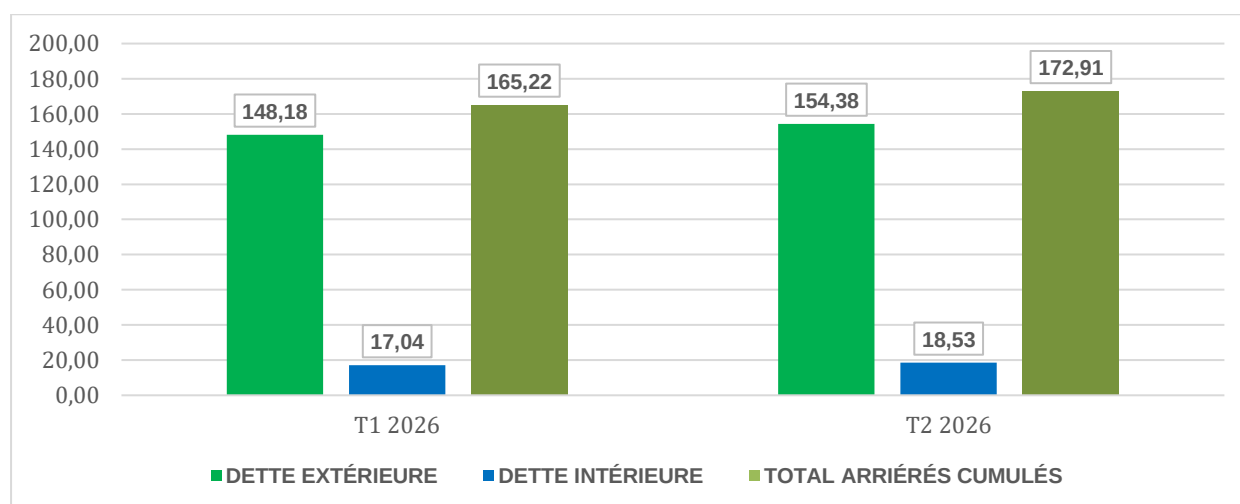
Tableau 15 : Évolution des arriérés entre 1^{er} et 2^{ème} Trimestre 2026

en milliards de FCFA

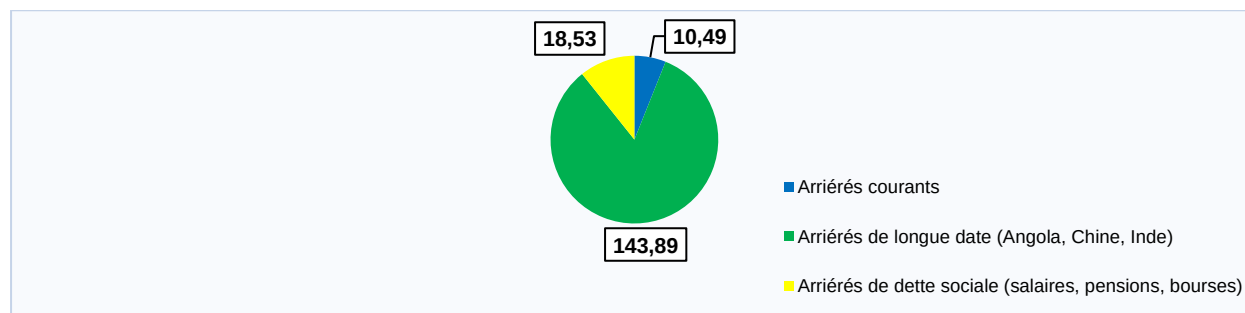
LIBELLÉ	T1 2026	T2 2026
DETTE EXTÉRIEURE	148,18	154,37
Arriérés bilatéraux	142,4	148,34
Arriérés multilatéraux	5,76	5,95
DETTE INTÉRIEURE	17,04	18,53
TOTAL ARRIÉRÉS CUMULÉS	165,22	172,91

Source : DDPE

Figure 13 : Evolution des arriérés cumulés entre T1 et T2 2026



Source : DDPE

Figure 14 : Répartition des arriérés par nature (fin juin 2026)

Source : DDPE

Encadré 12 : À fin juin 2026, le stock cumulé des arriérés s'élève à **172,91 milliards FCFA**. La grande majorité des arriérés cumulés est constituée d'arriérés extérieurs de longue date (**83,21 %**), envers les créanciers non membres du Club de Paris et en attente de renégociations. Les arriérés courants du trimestre (**10,49 milliards FCFA**) reflètent les tensions de liquidité à court terme. Les arriérés intérieurs sont constitués essentiellement de la dette sociale et commerciale (**18,53 milliards FCFA** soit **1,00%** du PIB) et 10,72 % des arriérés cumulés, nécessitant des mesures d'apurement progressif pour soutenir

VII. COÛT, RISQUE ET PROFIL DE REMBOURSEMENT

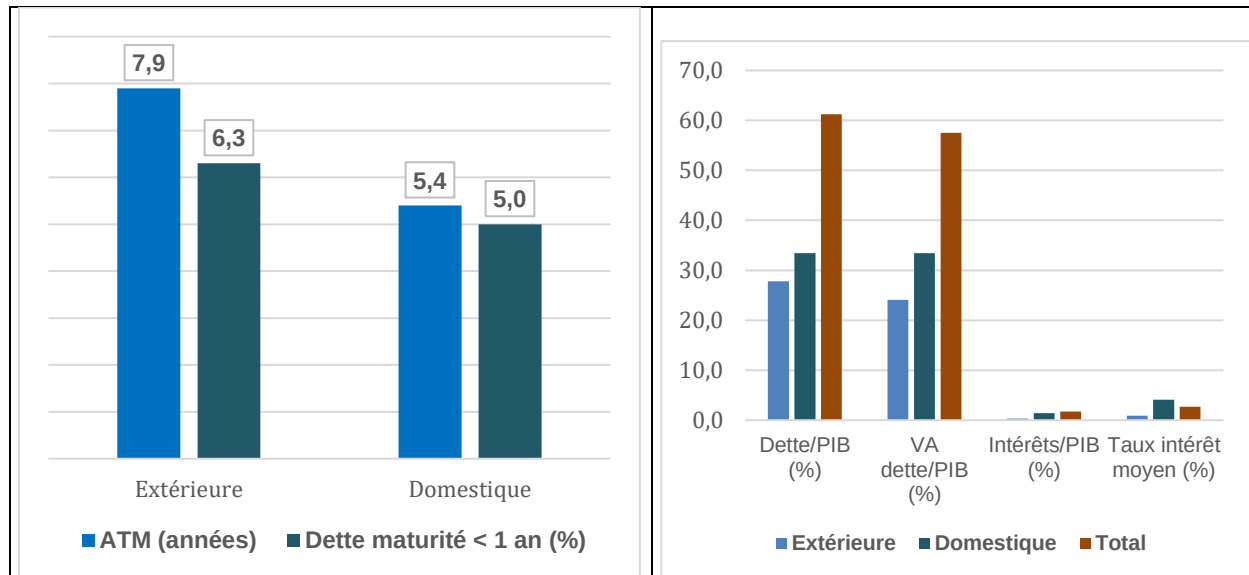
VII.1. Coût de la dette

Tableau 16 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique

		T2			T1		
Indicateurs de risque		Dette extérieure	Dette domestique	Dette totale	Dette extérieure	Dette domestique	Dette totale
Montant (en milliard de XAF)		515,82	620,70	1 136, 52	512,56	599,58	1 112,15
Montant (en millions d'USD)		841,2	1 012,3	1 853,5	835,9	977,8	1 813,7
Dette nominale en pourcentage du PIB		27,78	33,43	61,20	27,6	32,3	59,9
Valeur actuelle en pourcentage du PIB		24,1	33,4	57,51	24,1	30,3	54,4
Coût de la dette	Paielements d'intérêts en pourcentage du PIB	0,3	1,4	1,6	0,3	1,4	1,6
	Taux d'intérêt, moyenne pondérée (%)	0,9	4,1	2,7	0,9	4,2	2,7
Risque de refinancement	ATM (années)	7,9	5,4	6,2	6,9	4,6	5,5
	Dette arrivant en maturité dans 1 an (en pourcentage du total)	6,3	5,0	5,4	9,4	7,5	8,2
	Dette arrivant en maturité dans 1 an (en pourcentage du PIB)	1,1	2,0	3,1	1,8	2,2	4,0
Risque de taux d'intérêt	ATR (années)	7,9	5,4	6,2	6,9	4,4	5,4
	Dette dont le taux doit être refixé dans un an (% du total)	6,3	5,0	5,4	9,4	15,9	13,4
	Dette à taux fixe incluant les Bons (% du total)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	Bons du Trésor	0,0	0,7	0,5	0,0	9,9	6,1
Risque de taux de change	Dette en devises (en pourcentage de la dette totale)			31,9			44,31
	Dette en devises à court terme (en pourcentage des réserves)			6,8			10,8

Source : DDPE

Figure 15 : Les indicateurs ATM, Part de la dette à maturité < 1 an (%) et coût de la dette



Source : DDPE

Encadré 13 : L'analyse des coûts et des risques permet d'évaluer la robustesse du portefeuille face aux chocs de marché.

- **Coût et Concessionnalité** : la dette extérieure reste faiblement coûteuse et largement concessionnelle, avec un taux d'intérêt moyen de **0,9 %** et une maturité moyenne de **7,9 ans**, contre **4,1%** et **5,4 ans** pour la dette intérieure.
- **Le risque de Refinancement** : le portefeuille domestique présente des risques de refinancement plus élevés, avec **5%** de la dette arrivant à échéance à moins d'un an, contre **6,3 %** pour la dette extérieure.
- **Le risque direct de refixation du taux d'intérêt** est très faible. Le portefeuille étant constitué à 100 % de dette à taux fixe.
- **Le risque de taux de change** représente **31,9 %** de la dette totale libellée en devises.

VII.2. Profils d'échéances

Figure 16 : Projection du service de la dette publique de 2026 à 2045 (en Mds FCFA)

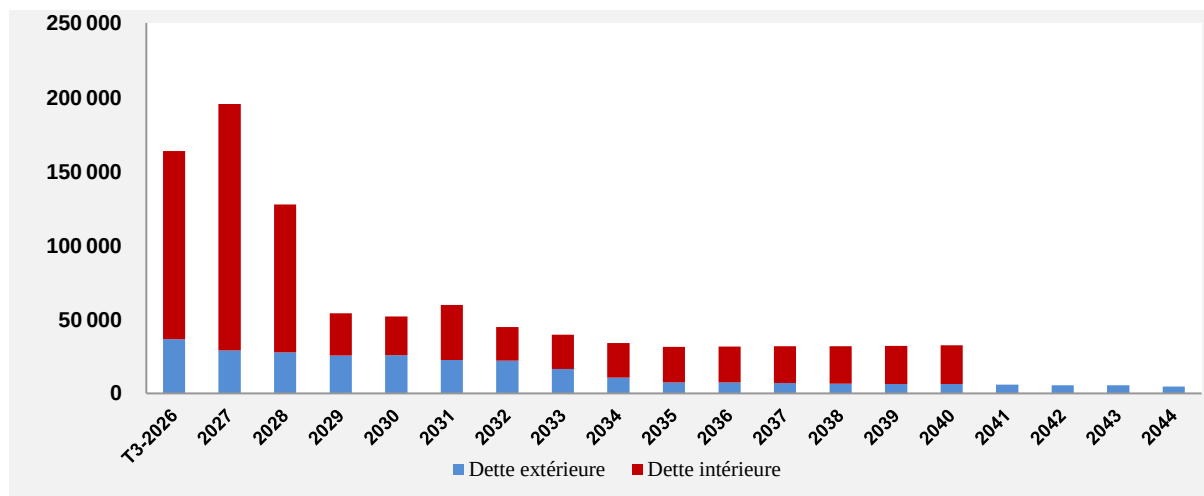


Figure 17 : Projection en principal et intérêts de la dette publique de 2026 à 2045

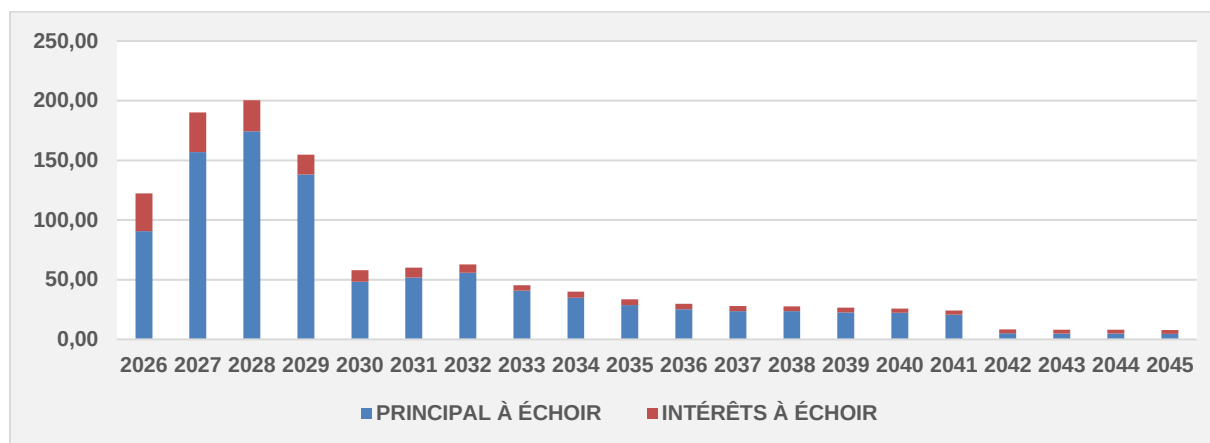


Figure 18 : Projection de la dette multilatérale de 2026 à 2045

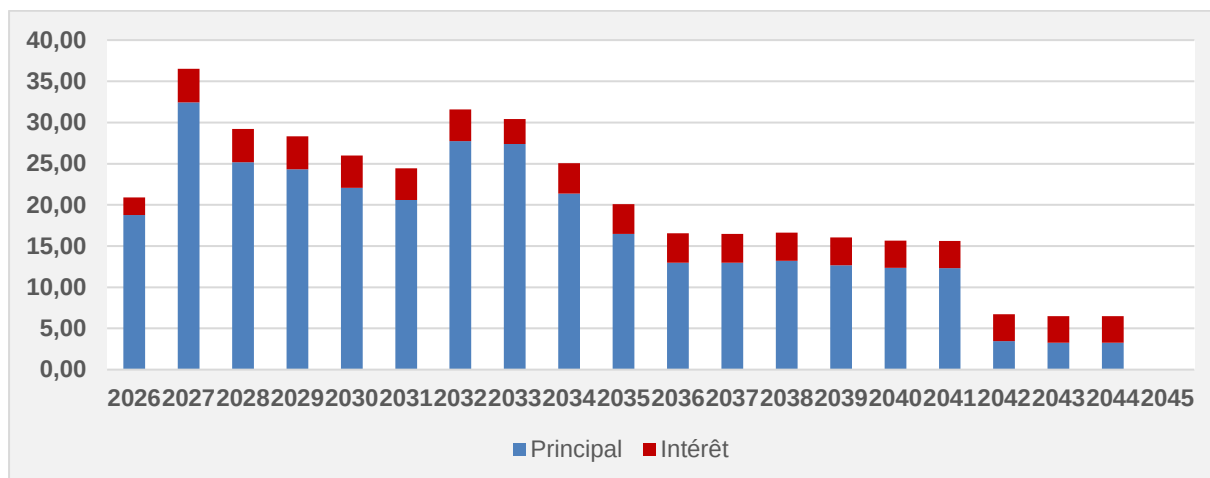


Figure 19 : Projection de la dette bilatérale de 2026 à 2045

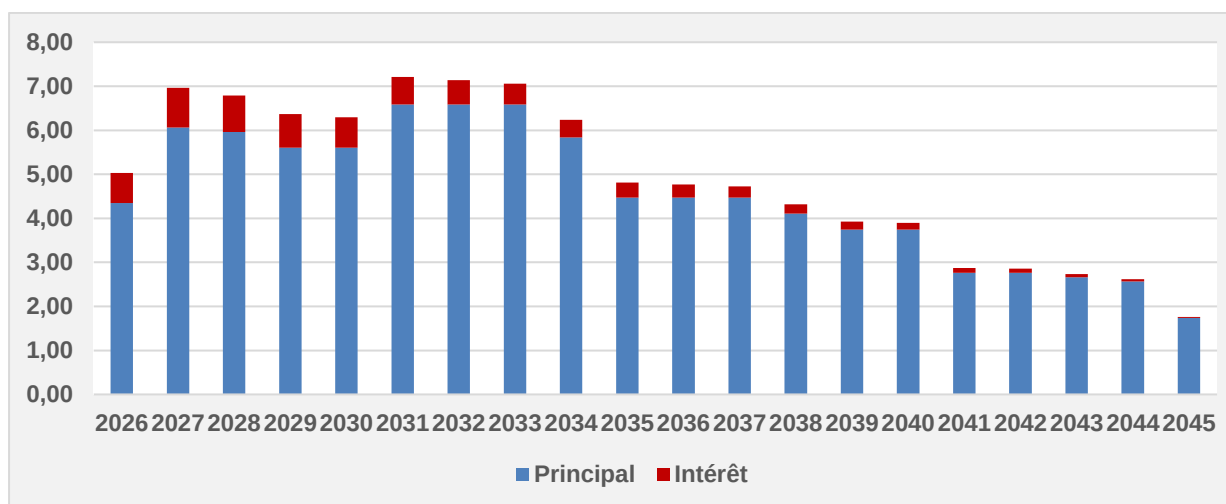


Figure 20 : Projection de la dette du marché de 2026 à 2032

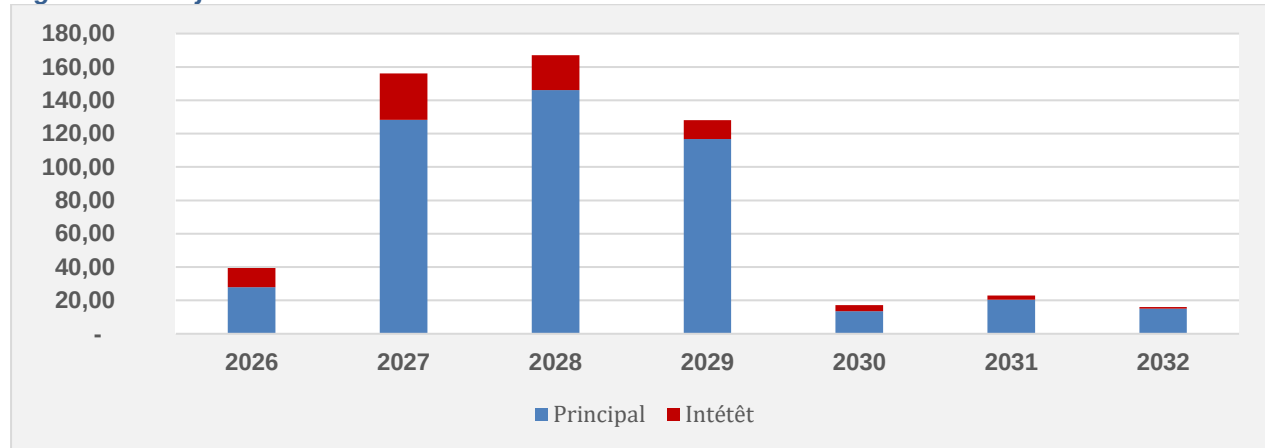


Figure 21 : Profil mensuel : Principal et Intérêts (Mds FCFA)

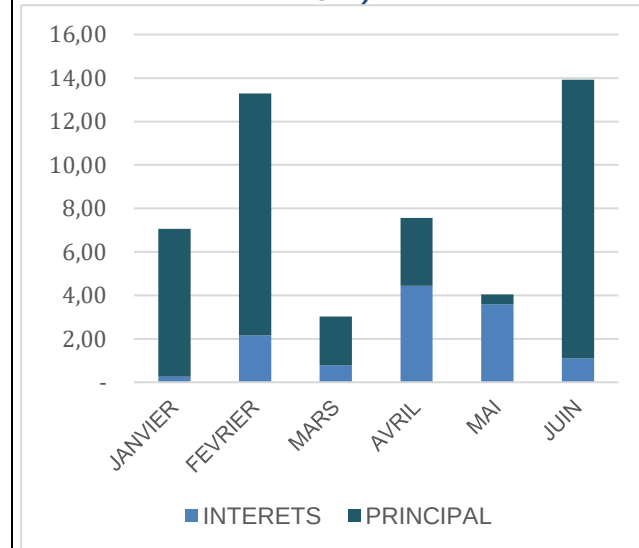
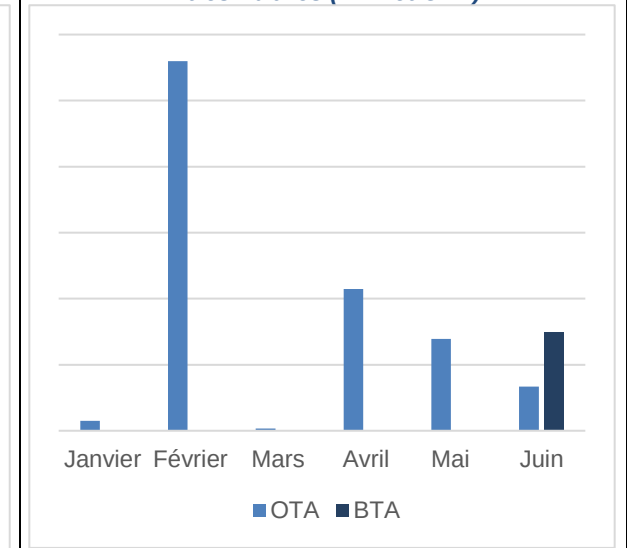


Figure 22 : Profil de remboursement mensuel des Titres Publics (BTA et OTA)



Encadré 14 : Les graphiques ci-dessus présentent l'évolution projetée du service de la dette publique de la RCA entre 2026 et 2045, ventilé entre le remboursement du principal et les paiements d'intérêts. Le service de la dette atteint un pic vers 2028 (environ **200 milliards FCFA**) avant de diminuer progressivement jusqu'en 2045. Le principal constitue la composante majeure du service, tandis que les intérêts baissent sur l'horizon des projections. La trajectoire reste favorable, malgré une forte pression à court terme sur la trésorerie. Elle souligne la nécessité d'émettre des titres publics de longue maturité afin de lisser le profil de la dette.

VIII. PASSIFS CONDITIONNELS ET DETTES CROISÉES

VIII.1. Dette des entreprises publiques

Tableau 17 : Situation globale Entreprises Publiques

Entités	Dettes fiscales	Dettes Sociales	Dettes Bancaires	Autres dettes	Total
Sociétés d'Etat	22,30	16,82	17,08	9,96	66,66
Sociétés à participation majoritaire de l'Etat	0,79	0,11	0,00	0,52	1,42
Sociétés à participation minoritaire de l'Etat	0,29	0,09	0,01	0,00	0,39
TOTAL	23,88	17,02	17,09	10,48	68,47

Source : DDPE

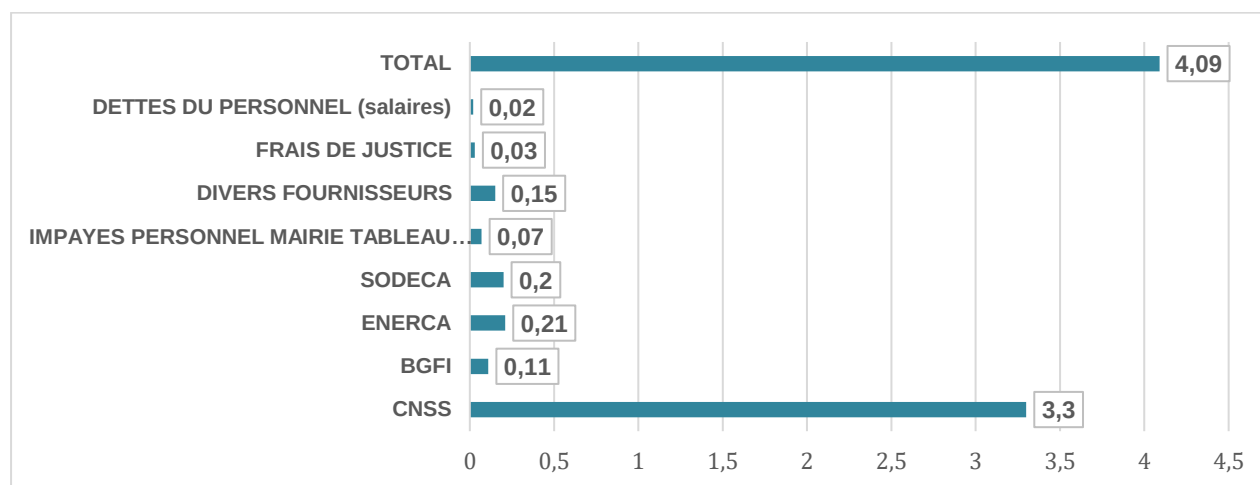
VIII.2. Dette des collectivités territoriales

Tableau 18 : Situation de la dette de la Mairie de Bangui

Libellé	Dettes (Mds FCFA)
CNSS	3,30
BGFI	0,11
ENERCA	0,21
SODECA	0,20
IMPAYES PERSONNEL MAIRIE TABLEAU D'AVANCEMENT	0,07
DIVERS FOURNISSEURS	0,15
FRAIS DE JUSTICE	0,03
DETTES DU PERSONNEL (salaires)	0,02
TOTAL	4,09

Source : DDPE

Figure 23 : Situation de la dette de la Mairie de Bangui par créancier



Encadré 15 : La dette de la Mairie de Bangui s'élève à **4,09 milliards FCFA**, principalement concentrée auprès de l'ENERCA et de la CNSS qui représentent **86 %** du total. Cette situation reflète des tensions persistantes de trésorerie nécessitant un plan d'assainissement et d'apurement progressif.

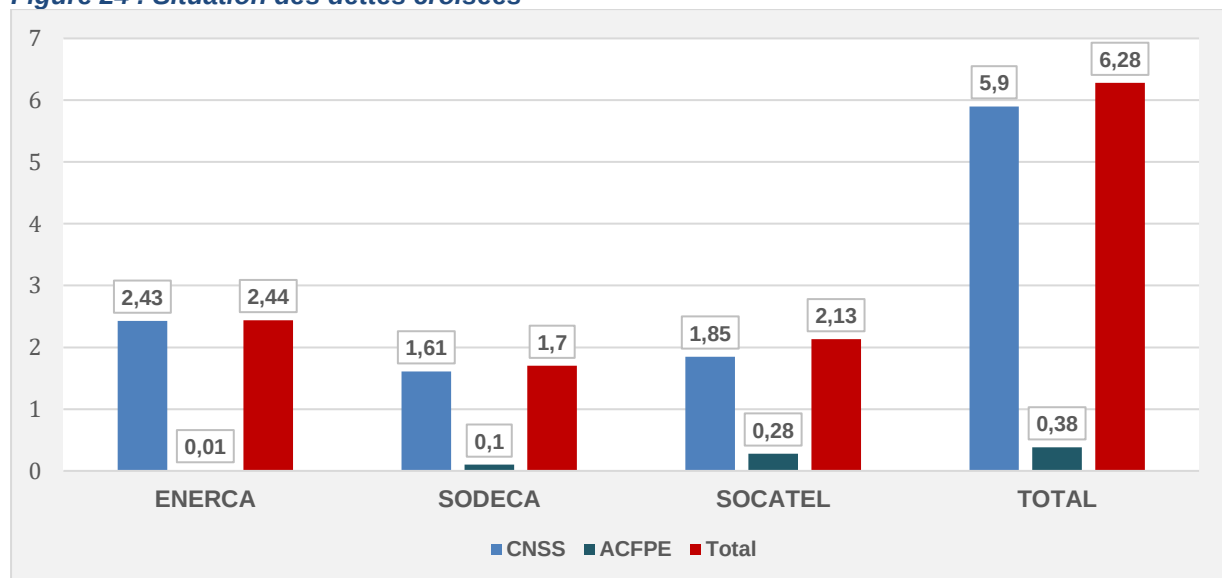
VIII.3. Dettes croisées

Tableau 19 : Dettes Entreprises Publiques vers Organismes Sociaux

LIBELLE	ENERCA	SODECA	SOCATEL	TOTAL
CNSS	2,43	1,61	1,85	5,90
ACFPE	0,01	0,10	0,28	0,38
Total	2,44	1,70	2,13	6,28

Source : DDPE

Figure 24 : Situation des dettes croisées



Source : DDPE

IX. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Au terme du deuxième trimestre 2026, la gestion de la dette publique de la République Centrafricaine témoigne d'une certaine résilience dans un contexte économique national et régional exigeant.

L'analyse de la situation financière fait ressortir les constats suivants :

- Le stock total de la dette s'établit à **1 136,53 milliards FCFA** au 30 juin 2026, soit **61,20 % du PIB**. Ce niveau demeure en dessous du critère de convergence communautaire de la CEMAC fixé à 70 %. La progression trimestrielle (+2,19 % par rapport au T1 2026) s'explique essentiellement par l'émission de titres publics destinés à combler les besoins de trésorerie.
- L'insuffisance de décaissements extérieurs au cours du trimestre a accentué le recours aux émissions sur le marché régional de la CEMAC. Cette situation expose l'État à des taux d'intérêt du coupon élevés (compris entre 6,25 % et 7,00 %), ce qui accroît la charge future du service de la dette.
- La charge du service de la dette rapportée aux recettes publiques reste élevée (60,64 %), traduisant une éviction des dépenses prioritaires de développement.
- **La valeur des arriérés cumulés** atteint **172,91 milliards FCFA** à fin juin 2026 (contre 165,22 Mds FCFA au T1), les arriérés intérieurs et extérieurs continuent d'affecter le profil de crédit de l'État.
- L'accumulation de dettes croisées non soldées entre l'État, les entreprises publiques (SODECA, SOCATEL) et les organismes sociaux (CNSS) constitue un risque latent d'aggravation du déficit budgétaire.

Pour répondre aux vulnérabilités identifiées et restaurer la viabilité des finances publiques à moyen et long terme, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) formule les orientations prioritaires suivantes :

- Allonger la maturité et maîtriser le risque de refinancement en privilégiant sur le marché de la BEAC les émissions d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA) de maturités moyennes à longues (3, 4 et 5 ans) afin de résorber le mur de remboursement immédiat.
- Privilégier les financements concessionnels et accélérer les décaissements sur les prêts extérieurs déjà signés auprès des bailleurs pour les projets d'infrastructures en levant les goulots d'étranglement opérationnels ;
- Élargir la base fiscale afin d'accroître les recettes propres et de ramener le ratio du service de la dette sur recettes à un niveau soutenable.
- Mettre en œuvre la stratégie d'apurement des arriérés à travers un processus d'audit indépendant, combiné à des schémas de titrisation et de compensations triangulaires (*Etat-Entreprises Publiques-Secteur Bancaire*).
- Poursuivre le dialogue avec les créanciers bilatéraux non-membres du Club de Paris afin de parvenir à des accords d'allègement ou de restructuration de la dette sous des conditions comparables à celles du Club de Paris.

X. NOTES METHODOLOGIQUES

1 - Couverture Statistique

Les données présentées dans ce bulletin couvrent la dette de l'Administration Centrale (Gouvernement central), ainsi que la situation de la dette des principales entreprises publiques (ENERCA, SODECA, SOCATEL) et de la Mairie de Bangui au titre des passifs conditionnels.

Les données sont présentées en milliards de FCFA, sauf indication contraire.

2 -Taux de Change retenus à la date du 30 Juin 2026

Pour la conversion en Francs CFA (XAF) des encours libellés en devises étrangères au 30 juin 2026, les taux officiels de la BEAC ont été appliqués :

3- Sources des Données

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), Ministère des Finances et du Budget · FMI World Economic Outlook (Avril 2026)

XI. SIGLES ET ABBREVIATIONS

Abréviation	Signification
ATM	Average Time to Maturity (Durée moyenne jusqu'à la maturité)
ATR	Average Time to Refixing (Durée moyenne avant réajustement des taux)
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
BEAC	Banque des États de l'Afrique Centrale
BTA	Bons du Trésor Assimilables
BDEAC	Banque de Développement Économique en Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNY	Yuan Chinois
DDPE	Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Saoudien pour le Développement
IDA	Association Internationale de Développement
JPY	Yen Japonais
KWD	Dinar Koweïtien
MEPCI	Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale
OTA	Obligations du Trésor Assimilables
PIB	Produit Intérieur Brut
RCA	République Centrafricaine
SAR	Riyal Saoudien
T1/T2	Premier Trimestre/Deuxième Trimestre
UC	Unité de Compte
USD	United States Dollar

XII. GLOSSAIRE

Concessionalité : S'entend de tout financement accordé à des conditions substantiellement plus généreuses que celles du marché. L'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale ainsi que le FMI classifient comme concessionnels les prêts dont l'élément de libéralité est d'au moins 35 pour cent.

Dette : Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou de verser des intérêts.

Dette extérieure : Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements dus par des résidents d'une économie à des non-résidents,

Dette publique : Dette résultant d'emprunts contractés par l'État ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non-résidentes, ou bien, l'ensemble des engagements financiers de l'État envers ses créanciers

Encours de la dette : Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés ou annulés.

Garantie publique : Garantie accordée par l'État et/ou ses démembrements.

Passifs conditionnels : Obligations qui ne se concrétisent que si un ou plusieurs événements particuliers se produisent.

Ratio dette/PIB : Indicateur de soutenabilité comparant l'encours de la dette au PIB nominal.

Risque de change : Incertitude liée à la variation future du taux de change d'une monnaie par rapport à une autre.

Risque de refinancement : Risque de devoir contracter un nouveau financement pour honorer des échéances existantes dans des conditions défavorables.

Service de la dette : Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les charges liées à l'emprunt, notamment intérêts et commissions. Somme des amortissements du principal et des paiements d'intérêts.

Soutenabilité de la dette : Situation dans laquelle un pays est en mesure de remplir ses obligations actuelles et futures sans accumulation d'arriérés ni rééchelonnement.

Stock : Encours augmenté des arriérés et obligations reconnues.

Valeur actuelle : Montant total actualisé d'une série de paiements futurs.

Viabilité de la dette : Situation dans laquelle l'évolution des principaux ratios de dette demeure compatible avec les normes de soutenabilité.

XIII. COORDONNEES ET CONTACT

Pour toute question relative à ce bulletin, contacter la Direction de la Dette et Portefeuille de l'Etat à l'adresse :

Ministère des Finances et du Budget, Avenue Abdel Gamal Nasser. BP : 912 Bangui RCA

Tel : (+236) 21 61 38 28/21 61 46 15/Fax 21 61 41 87

Site : www.minfb-rca.org/mail : cabinetmfb@yahoo.fr

